

FRIEDBERT PFLÜGER

Directeur, European Centre for Energy and Resource Security, King's College London

Avant l'arrivée de Trump, le paradigme de l'Accord de Paris faisait l'objet d'un large consensus, mais voilà qu'aujourd'hui, il se trouve à un tournant historique. Les États-Unis vont cesser d'être la « force motrice » de la politique climatique. Nous sommes déjà en passe de manquer les objectifs de Paris. Si le changement climatique devient une préoccupation secondaire pour la nation la plus puissante de la planète, il va devenir difficile de convaincre les pays émergents et les pays en développement de respecter leurs engagements climatiques. L'Allemagne, avec son programme *Energiewende*, est en retard sur ses propres objectifs climatiques et n'est pas bien équipée pour jouer les précurseurs en la matière, car un accroissement des énergies renouvelables agressif est insuffisant pour garantir une réduction durable des émissions. Les hommes politiques ont tendance à fixer des objectifs s'inscrivant dans un avenir lointain dont ils n'auront pas à répondre. Mais outre l'élimination progressive des combustibles fossiles d'ici la fin du siècle, nous devrions également nous concentrer sur les objectifs plus facilement atteignables à plus courte échéance. Les combustibles fossiles ne peuvent pas tous être mis dans le même sac : le gaz est beaucoup plus écologique que le pétrole et que le charbon notamment. Plutôt que l'électrification dans tous les secteurs, telle que le gouvernement allemand l'avait par exemple envisagée, c'est le gaz naturel qui possède le plus grand potentiel de réduction d'émissions, comme en témoignent clairement la « révolution du gaz de schiste » aux États-Unis et la « ruée vers le gaz » au Royaume-Uni.